

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 488 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 488
Mars - Avril 2008
45^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- Marx et la crise
- Non à l'intervention militaire française au Tchad !
- Solidarité prolétarienne contre la répression au Cameroun !
- Venezuela: Chronique d'une très bourgeoise «révolution bolivarienne» (3)
- Lutte Ouvrière et les élections municipales

Manifestations et luttes contre la vie chère en Afrique

L'inflation persistante suscite grogne, mécontentement et grèves en Europe où de plus en plus de prolétaires ont du mal à joindre les deux bouts. En Afrique la flambée des prix va jusqu'à causer de véritables explosions sociales, ressuscitant le spectre des émeutes de la faim, spectre effrayant pour les bourgeois qui savent que ventre affamé n'a pas d'oreilles...

DUBURKINA...

Le 20 février dernier, à Bobo Dioulasso, la capitale économique du Burkina Faso, les commerçants du grand marché avaient organisé une manifestation pour protester contre la hausse du prix de leurs patentes.

Cette manifestation catégorielle a servi de déclencheur: des milliers de personnes ont rejoint la manifestation qui s'est transformée rapidement en émeute, démontrant la colère générale devant la hausse ininterrompue des prix; divers bâtiments ont été saccagés et pillés comme la mairie alors que les manifestants installaient des barrages dans les avenues, etc.

Une grève générale de fait s'est alors instaurée dans la ville tandis que s'y produisaient diverses manifestations. Les policiers, débordés, ont été contraints d'attendre le renfort des militaires parachutistes pour que l'«ordre» soit rétabli au bout de deux jours au prix de l'arrestation de plus d'une centaine de personnes. Les manifestations de protestation s'étaient étendues entre-temps à d'autres villes: Banfora (Ouest) et Ouahigouya (Nord) où se menaient des opérations «ville morte».

A Ouahigouya, ce sont les femmes qui étaient les plus déterminées dans l'organisation de la lutte. Une gigantesque manifestation se rassemblait à partir de 7 heures du matin. Dans la matinée, les lycéens qui entraient dans la danse et s'affrontaient à la police. Les manifestants réussissaient à faire reculer les policiers et à libérer les lycées emprisonnés. «Même les filles de joie et les mendiants ont débrayé» selon la presse!

Le jeudi 28 février une manifestation contre la vie chère était prévue à Ouagadougou, la capitale.

La veille, le gouvernement, qui avait inter-

(Suite en page 3)

Crise économique capitaliste et lutte de classe

Au moment où nous écrivons, la réalité de la récession dans la principale puissance capitaliste mondiale, les Etats-Unis, ne fait plus guère de doute, y compris parmi les plus hauts responsables américains, à l'exception du président Bush et de ses proches. Même le directeur de la Réserve Fédérale (la banque centrale américaine) a fini par admettre que la croissance économique de son pays allait connaître un ralentissement, voire une contraction.

Aujourd'hui les mêmes reconnaissent que la récession a commencé: difficile de faire autrement quand les statistiques indiquent que les emplois disparaissent par dizaines de milliers aux Etats-Unis depuis le début de l'année: plus de 75 000 postes de travail supprimés en janvier et février, 80 000 en mars.

Cependant ils estiment que la récession sera de faible ampleur et de courte durée, en raison de la quantité énorme de crédit injectée dans l'économie par la Réserve fédérale qui devrait faire sentir ces effets stimulants d'ici quelques mois. En outre la bonne tenue des exportations américaines grâce à la baisse du dollar par rapport aux monnaies de ses principaux concurrents (Europe, Japon et même Chine), fait que le secteur des industries exportatrices contribue à tirer en avant tout le reste de l'économie.

Ils avancent en général ce sujet une autre thèse, celle du «découplage». En rai-

son de leur puissant développement interne, les grandes régions économiques du monde que sont l'Europe et l'Asie sont devenues beaucoup moins dépendantes du marché américain et par conséquent une récession aux Etats-Unis n'entraînerait pas une récession internationale; au contraire la poursuite de la croissance économique dans ces régions pourrait permettre, en «compensant» en quelque sorte une crise américaine, que l'économie mondiale continue à croître, faisant finalement sortir les Etats-Unis de leur récession.

Cette thèse qui fait office de véritable poncif dans les publications du FMI, de l'OCDE et autres institutions analogues, a été avidement reprise par les responsables politiques européens, soucieux de maintenir la «confiance» des consommateurs et des «acteurs économiques», ce facteur subtil et impondérable sans lequel, paraît-il, tout s'effondrerait (en réalité la «confiance» des con-

Cet automne la plupart des experts économiques officiels juraient encore que malgré les problèmes de la finance liés à la spéculation immobilière, une récession était peu probable aux Etats-Unis, et par conséquent dans le reste du monde: «Les fondamentaux sont bons, l'économie est saine! Les carnets de commande sont pleins» affirmaient-ils d'une seule voix. Marx relevait déjà il y a 150 ans qu'on entend toujours de tels propos à la veille des crises...

sommateurs dépend étroitement de leur feuille de paie de prolétaires, et celle des capitalistes de leur chiffre d'affaires).

Elle s'appuie sur une réalité, celle du **décalage** qui existe entre les différentes économies capitalistes (l'économie des grands pays européens continue par exemple encore à croître alors que la récession frappe outre-atlantique); et sur un souhait, celui de trouver ailleurs une locomotive pour faire redémarrer la gigantesque machine américaine embourbée. Rien de nouveau sous le soleil capitaliste: la recherche d'une telle locomotive a été régulièrement l'objectif des capitalistes yankees lors des récessions des décennies antérieures, avec des succès plus que mitigés.

En effet s'il est vrai que l'économie américaine a perdu au cours des cinquante dernières années sa prépondérance écrasante

(Suite en page 2)

Amadeo Bordiga

Notes élémentaires sur les étudiants et le marxisme de gauche authentique

Nous publions ci-dessous un article d'Amadeo Bordiga publié au début de mai 1968. C'est une critique des positions défendues alors notamment par le PC italien, selon lesquelles les étudiants étaient devenus un nouveau facteur autonome de l'histoire, voire une nouvelle classe sociale, qui se mettrait à la tête de la lutte pour le changement social. L'éclatement du mai étudiant français quelques

semaines plus tard, allait puissamment alimenter des positions anti-marxistes de ce type pendant des années.

Nous reviendrons ailleurs sur l'analyse de ce mouvement et la critique de son idéologie. Nous renvoyons déjà les lecteurs à notre brochure sur mai 68 qui regroupe divers articles, tracts et manifestes diffusés par le parti à cet époque.

Les mouvements étudiants ne peuvent présenter une histoire ou une tradition historique.

A l'époque des révolutions bourgeoises libérales, qu'elles soient républicaines ou seulement constitutionnelles, les agitations ou les organismes étudiants n'eurent pas d'actions ou d'objectifs autonomes. Les groupes d'étudiants de l'époque se joignaient aux révolutionnaires bourgeois, patriotes ou carbonaristes, et parfois, comme en Italie à Curtatone et Montanara, ils ont combattu dans les rangs des organisations indépendantistes. En France il est certain que les étudiants de l'époque figuraient parmi les assaillants de la Bastille et parmi les sans-culottes, ainsi que parmi les soldats des armées révolutionnaires sous le commandement de l'ex-étudiant de l'école militaire Napoléon Bonaparte. Dans ces cas comme dans d'autres, la seule classe autonome, dirigeant les révolutions et aspirant au nouveau pouvoir, était la grande bourgeoisie financière et entrepreneuriale.

Aujourd'hui, en ce 1968 pourrissant, la défense de l'autonomie d'un mouvement étudiant par les faux communistes successeurs de Staline, n'est rien de plus qu'une nouvelle confirmation de la profondeur de leur enlèvement dans les sables mouvants de la trahison

et du reniement. Définitivement tombés dans les bas-fonds du pire révisionnisme social-démocrate, alléchés par la perspective d'obsèques manoeuvres électorales, ils ont élaboré une thèse absurde selon laquelle les étudiants constitueraient une classe sociale; ils considèrent même comme une gauche extrême de ces mouvements incohérents, les éléments qui se réclament de la Chine de Mao et qui défendent sur le plan théorique à propos de l'Etat, la formule du «pouvoir ouvrier».

Puisque les faux communistes d'aujourd'hui, héritiers de Staline ici comme à Budapest, Varsovie ou Prague prétendent représenter la classe ouvrière et même le centre d'une répugnante et grossière unité organisationnelle et parlementaire, nous qui sommes les seuls à être restés fidèles à la doctrine originelle et invariante du marxisme, nous avons bien le droit de considérer comme dignes de leur face cornue et de leur estomac correspondant, la déglutition impassible et la digestion de l'absurde théorie selon laquelle les bandes d'étudiants plus ou moins enflammées par l'idée de sécher les cours, de pendre les profs et de tricher aux examens, formeraient une classe sociale à qui il faudrait adresser cette honteuse apostrophe: «Allez-y les jeunes! Aujourd'hui, c'est à

vous de jouer, nous vous offrons à vil prix, en livres sterlings ou dollars ultradévalués, le premier rôle dans la révolution mondiale que nous avons toujours revendiqué pour le prolétariat rouge».

Le marché est truqué parce que ce n'est pas une classe sociale que constituent les étudiants des universités et d'ailleurs ainsi que les couches qui se pressent derrière eux, intellectuels et écrivains, artistes, histrions de toute espèce en qui se cristallise la dégénérescence de la société bourgeoise: écrivassiers, barbouilleurs, hurleurs enrôlés, diffuseurs de fausses nouvelles; alors que c'est une classe véritable que la classe ouvrière qu'une bande de proxénètes dénuée pour la prostituer en la vendant sur le marché.

Selon Marx, le prolétariat est une classe non seulement parce que sans son travail il n'est pas possible de produire ces marchandises dont le total forme la gigantesque richesse de la société capitaliste, qu'il s'agisse de biens de consommation ou de biens d'équipement; mais parce que le prolétariat en plus de produire tout, se reproduit aussi lui-même, c'est-à-dire réalise la production des producteurs. C'est dans ce sens que Marx a voulu

(Suite en page 7)

Crise économique capitaliste et lutte de classe

(Suite de la page 1)

sur le reste du monde (cet affaiblissement économique, relatif mais bien réel, sapant inexorablement les bases de sa domination politique), elle reste cependant de loin la première du monde: aucune autre n'est assez forte pour la relayer en cas de besoin.

Mais surtout les 10-15 dernières années ont vu un développement rapide et important des liens économiques et des flux financiers qui relient entre eux les pays de la planète.

C'est cette «mondialisation» tant vantée par les bourgeois comme un élément important de la croissance économique (ils avaient raison) qui fait qu'aucune économie, non seulement ne peut plus fonctionner indépendamment du marché mondial (ce qui est vrai depuis que le capitalisme s'est imposé à l'échelle de la planète); mais surtout ne peut pas échapper aux retentissements des crises qui éclatent dans le centre névralgique du capitalisme mondial, les Etats-Unis. Un «découplage» des économies ne pourrait survenir qu'à l'issue de graves crises catastrophiques, de guerres généralisées - ou de révolutions! -, seules suffisamment puissantes pour briser ces liens.

C'est ce qui explique que l'établissement bancaire qui a perdu le plus d'argent dans la crise des prêts immobiliers américains soit... une banque suisse! Les pertes bancaires depuis novembre annoncées début avril se chiffraient ainsi:

UBS (Union des Banques Suisses): 37,1 milliards de dollars; Merrill Lynch: 24,4 milliards; Citigroup: 18,1 milliards, Carlyle Capital: 16,6 milliards; Morgan Stanley: 9,4 milliards; Crédit Suisse: 5,7 milliards; Bank of America: 5,3 milliards; Capital One: 4,9 milliards; Deutsche Bank: 4,8 milliards; Société Générale: 4,3 milliards (1). A noter que ces pertes se sont accumulées depuis le début de cette année et surtout dans les dernières semaines, particulièrement difficiles sur les marchés financiers.

Cependant la plus grosse perte pour l'année 2007 n'a pas été enregistrée par une banque, mais par General Motors, numéro un mondial des constructeurs automobiles et symbole autrefois de la toute puissance de l'industrie américaine: 38,7 milliards de dollars! Cette perte record est attribuée à une chute sévère des ventes de véhicules automobiles et aux pertes de sa branche financière (qui fournit les crédits aux consommateurs pour acheter leurs véhicules). C'est la démonstration que la crise n'est pas limitée au seul secteur de la finance et de la bourse: ce qui est mauvais pour General Motors est mauvais pour les Etats-Unis...

GUERRE MONÉTAIRE

De plus, la chute du dollar qui aide les exportateurs américains, pénalise par conséquent leurs concurrents: donnant une petite bouffée d'oxygène à l'économie étasunienne, elle tend à étrangler les économies européennes et asiatiques les moins solides ou les plus dépendantes de leurs exportations. D'où les plaintes incessantes des dirigeants français, confrontés à un déficit croissant de leur commerce extérieur, sur la valeur trop élevée de l'euro.

Par contre l'Allemagne, qui reste le premier exportateur mondial en raison des avantages compétitifs de ses marchandises, supporte le renchérissement de l'euro qui gonfle mécaniquement l'excédent de son commerce extérieur (le plus gros excédent mondial: 263 milliards de dollars en février, devant la Chine: 250 milliards, alors que les Etats-Unis ont le plus gros déficit: 819 milliards de dollars).

C'est pourquoi le président de l'association des exportateurs allemands pouvait encore déclarer au début de l'année qu'il «soutenait» la politique de l'euro fort suivie par la Banque centrale européenne (autrement dit, que cette politique exprime les intérêts de la puissance économique dominante en Europe - et toutes les gesticulations d'un Sarkozy n'y changeront rien), qui avait aussi l'avantage d'atténuer les

hausse de prix des matières premières.

Les injections massives et répétées de liquidités dans les circuits économiques par la Réserve fédérale américaine pour pallier à une crise de crédit et stimuler l'activité, constituent en fin de compte de la création de masses de monnaie supplémentaires; sa conséquence mécanique est de faire baisser la valeur de cette monnaie, c'est-à-dire d'augmenter la valeur de toutes les marchandises exprimées dans cette monnaie, ce que l'on appelle l'inflation.

Le dollar étant une monnaie mondiale, par le truchement de laquelle s'exprime la valeur de toutes les matières premières, sa baisse signifie donc une hausse correspondante du prix en dollars de ces dernières. Ce phénomène est renforcé par les opérations dites «spéculatives»: les détenteurs de dollars ont tout intérêt à s'en débarrasser s'ils ne veulent pas voir fondre la valeur de leur capital, ce qui, lorsqu'il s'agit comme c'est le cas de milliards détenus par des Fonds divers, la trésorerie de grandes entreprises ou les réserves d'Etats, a tendance à renforcer encore la baisse de cette monnaie.

Ces capitaux se portent soit sur les monnaies concurrentes, soit, le plus souvent sur les matières premières qui voient leur prix flamber brutalement. Le fameux «trader fou» qui a fait perdre des milliards de dollars à la Société Générale en spéculant à la hausse sur le marché des matières premières de la Bourse allemande n'était pas si fou que ça; il obéissait seulement au mécanisme capitaliste des lois du marché qui, lui, est parfaitement fou! Les experts estiment que le 20% du renchérissement du prix du pétrole est dû à ce mécanisme spéculatif, ce qui faisait dire à certains que la Réserve Fédérale américaine est devenu un facteur plus important que l'OPEP dans le commerce pétrolier...

Notons au passage que les capitaux peuvent aussi se reporter sur la valeur refuge traditionnelle en cas de crise, l'or, dont le prix a atteint actuellement des records historiques. La réapparition de la fièvre de l'or, ce «symbole barbare», est un signe supplémentaire de la maladie de l'économie capitaliste...

Les autorités américaines laissent baisser tout à fait volontairement leur monnaie. Mais, dans la mesure où elle est fructueuse, c'est-à-dire dans la mesure où, grâce à elle, l'économie américaine fait plonger ses concurrents pour se maintenir la tête hors de l'eau, la baisse du dollar tend à prendre la forme d'une **guerre monétaire**; et la coopération tant vantée des institutions économiques et financières du monde pour écarter les risques de crise laisse la place à une concurrence féroce sur tous les terrains. Les capitalistes ne peuvent se sauver tous de la crise; celle-ci ne peut être surmontée que par l'élimination des plus faibles et le renforcement des plus forts. C'est vrai des entreprises et des capitalistes «individuels», mais ça l'est aussi des Etats capitalistes: la crise économique qui se traduit par des destructions de capitaux et des liquidations d'entreprises, amène aussi dans son sillage rivalités, affrontements et guerres inter-Etatiques...

La récession actuelle marque la fin du cycle d'expansion ouvert après la crise économique de 2001-2002, dont le facteur déclenchant avait été l'éclatement de la «bulle informatique», la spéculation frénétique sur les entreprises dites de nouvelles technologies.

La récession de 2001-2002 venait après une période de croissance aux Etats-Unis inhabituellement longue - presque 10 ans - et vigoureuse qui s'était ouverte après la première guerre contre l'Irak. Outre les effets bénéfiques de cette guerre, l'économie américaine avait pu prospérer aux dépens de son concurrent le plus pressant, le Japon, asphyxié par le taux de change insupportablement élevé du Yen par rapport au dollar que les Etats-Unis lui avaient imposé. *Last but not least*, n'oublions pas non plus que l'implosion du bloc soviétique avait ouvert un grand marché aux économies «occidentales», tandis que la pression concurrentielle du capitalisme allemand était en partie atténuée par sa digestion de l'ex-Allemagne de

l'Est.

Le redémarrage économique américain à partir de 2002 a reposé essentiellement sur deux moteurs: une nouvelle guerre en Irak qui, comme dix auparavant, faisait redémarrer le secteur «militaro-industriel», ô combien important chez l'impérialisme planétaire américain; et le recours massif au crédit qui relançait tout particulièrement le secteur immobilier, autre secteur très important dans les économies capitalistes développées. Cependant les conditions exceptionnellement favorables pour le capitalisme étasunien de la décennie précédente n'étaient plus présentes; aussi la croissance économique dans cette période a été la plus faible depuis des décennies, celle qui a créé le moins d'emplois, celle où les salaires ont le moins augmenté. Le recours massif et généralisé au crédit, dont on peut donner une illustration frappante en disant que le taux d'endettement des ménages américains atteint désormais 130% de leur revenu disponible, qui a servi indéniablement à alimenter l'expansion économique, ne pouvait que déboucher tôt ou tard sur un effondrement, dont on ne voit aujourd'hui que les premiers effets.

UNE SEULE PERSPECTIVE SÛRE, LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE

La crise économique actuelle sera d'autant plus longue à être surmontée que les ressorts classiques activés lors de la récession précédente ne peuvent plus aussi facilement être utilisés. L'économie américaine et mondiale est déjà gorgée de crédits; les taux d'intérêt sont descendus au niveau de l'inflation (ce qui revient en pratique à les amener à un niveau proche de zéro). Et par ailleurs les Etats-Unis sont encore empêtrés dans la guerre en Irak.

La «purge» sera donc sévère et ce sont les prolétaires qui en payeront le prix fort. Augmenter leur exploitation sera la seule solution pour les capitalistes pressés de sauver les taux de profit, alors même qu'internationalement la classe ouvrière avait, en règle générale, vu ses salaires stagner au cours des dernières années.

Le président de la Banque Européenne, l'ineffable Trichet, se répand ces temps-ci en déclarations pour mettre en garde les bourgeois européens contre toute tentative de préserver la paix sociale par des hausses de

salaires. En France, Sarkozy qui prétendait vouloir être «le président du pouvoir d'achat», ne peut que déclarer que «les caisses sont vides» tandis que les industriels, comme Peugeot Cycles, vont de plus en plus poser aux prolétaires l'ultimatum de travailler plus pour gagner moins - ou de voir leurs emplois disparaître.

Dans tous les pays, le capitalisme va pousser son offensive contre les travailleurs. D'ores et déjà cela a provoqué des explosions sociales comme en Afrique dont nous parlons ailleurs dans ces colonnes et un regain des luttes ouvrières, de la Russie de Poutine-Mevdejev à l'Egypte de Moubarak, en passant par le Bangladesh ou le Vietnam - ou l'Amérique de Gorges Bush.

Dans la calme et opulente Europe elle-même, on voit que commencent à apparaître les premiers frémissements de lutte ouvrière (et parfois plus que des frémissements!): des grèves sauvages en Allemagne à une grève générale en Grèce en passant par une grève des cheminots en Suisse (la première depuis 1918!), des émeutes des banlieues françaises à celles du Danemark, un peu partout la chape de plomb de la paix sociale commence à se fissurer.

Il ne faut évidemment pas se nourrir d'illusions; les difficultés et les obstacles sur la voie de la reprise de la lutte de classe sont encore énormes, comme nous l'avons mis en évidence en analysant dans les numéros précédents du journal les luttes les plus significatives en France.

Mais l'ébranlement que causera la crise à l'équilibre social en vigueur ne pourra pas ne pas accélérer cette évolution déjà en cours et qui, avec d'inévitables hauts et bas, est, elle aussi, irréversible. Les prolétaires inévitablement réapprendront à se battre, à s'organiser et à diriger leurs luttes indépendamment des organisations collaborationnistes de toute espèce; ils seront poussés à se regrouper non plus seulement pour la lutte de défense immédiate quotidienne, mais pour la lutte politique plus générale; inévitablement se fera jour parmi eux le besoin de l'organisation politique, le besoin du **parti**, pour mener ces luttes et affronter le capitalisme.

Le monde capitaliste s'enfoncé à nouveau dans la crise?

Il ne fait que hâter l'heure de la reprise de la lutte de classe et de la révolution!

Marx et la crise

La raison ultime de toutes les véritables crises demeure toujours la pauvreté et la capacité limitée de consommation des masses, face à la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société.

(...) Dès lors que le procès de reproduction a de nouveau atteint la phase de la prospérité qui précède celle de la surtension, le crédit commercial connaît une très grande extension, celle-ci formant alors la base «saine» pour la fluidité des retours et un essor de la production. Dans cette phase, le taux d'intérêt reste encore bas, même s'il s'élève au-dessus de son minimum. C'est en fait **le seul** moment où l'on puisse dire qu'un faible taux d'intérêt - et donc une abondance relative de capital de prêt - coïncide avec une expansion réelle du capital industriel. Le fait que les rentrées refluent avec régularité, en liaison avec un large crédit commercial, garantit l'offre de capital de prêt, en dépit de la demande accrue, et empêche que le taux de l'argent ne s'élève.

Du reste, c'est maintenant qu'entre en scène une foule de chevaliers d'industrie qui travaillent sans capital de réserve, voire sans aucun capital, bref, qui opèrent sur la seule base du crédit monétaire.

A cela s'ajoute une expansion considérable du capital fixe sous toutes ses formes, et le lancement massif de nouvelles et importantes entreprises. L'intérêt monte alors, atteignant son niveau moyen. Il atteint son maximum dès qu'éclate la nouvelle crise: le crédit se bloque brusquement, les paiements sont suspendus, le procès de reproduction se trouve paralysé (...).

De toute évidence, la crise, avec la ruée sur les moyens de paiement, éclate nécessairement, dans un système de production où toute la continuité du procès de reproduction repose sur le crédit et dès lors qu'il vient à cesser brusquement et que seuls sont valables les paiements en espèces. C'est pourquoi toute crise se présente à première vue, comme une simple crise monétaire, une crise de crédit.

Et de fait, il s'agit uniquement de la convertibilité des traites en argent. Certes, ces traites représentent pour la plupart de véritables achats et ventes, mais il se trouve que leur extension au-delà des besoins de la société est à la base de toute la crise. En même temps il apparaît qu'une masse énorme de ces traites sont spéculatives et lorsqu'elles apparaissent à la lumière du jour elles crèvent comme des bulles, de même pour les spéculations manquées avec le capital d'autrui (...)

Tout ce système artificiel d'extension violente du procès de reproduction ne peut, certes, être amendé parce qu'une banque - par exemple la Banque d'Angleterre - s'avise de compenser, en papier monnaie émis par elle, le capital qui manque à tous les spéculateurs, en achetant à leur ancienne valeur nominale la totalité des marchandises dévalorisées.

Soit dit en passant, tout est sans dessus dessous dans le monde de papier où le prix réel et ses éléments véritables n'apparaissent jamais (...). c'est ce qui est le plus sensible dans les centres comme Londres où se concentrent toutes les transactions monétaires du pays: tout ce mécanisme y devient opaque, mais il l'est moins dans les centres de production.

K. Marx, Le Capital, Livre III, Ch. XXX

Manifestations et luttes contre la vie chère en Afrique

(Suite de la page 3)

Après l'avoir décoré, il l'a emmené faire une virée rue Princesse dans le quartier chaud d'Abidjan (à proximité immédiate d'un autre quartier de Yopougon, Wassakara, où manger trois par jour est un luxe) sous l'objectif des caméras de télévision, dans le but de montrer que la paix est revenue dans le pays.

Echauffé par l'ambiance, Lang qui disait se rappeler l'époque où, prof expatrié, il venait en goguette dans les mêmes endroits, en a profité pour vanter la «popularité» de son hôte et ses qualités de grand «humaniste».

Mais pour la population pauvre d'Abidjan qui n'arrive pas à joindre les deux bouts, ce reportage a mis le feu aux poudres. Le lendemain, des ménagères commençaient à manifester à partir de 9 heures du matin et, rejointes par des jeunes, à ériger des barricades dans le quartier de Cocody: «Gbagbo, on a faim et tu danses rue Princesse avec un blanc pour lui montrer que tout va bien»; «Nous sommes sorties ce matin parce que trop c'est trop. On en a marre. C'est une autre forme de guerre qu'on déclare à la Côte d'Ivoire» «Gbagbo, on a faim!», etc. (4).

Les manifestations spontanées ont gagné le lendemain d'autres communes de l'agglomération d'Abidjan et certaines villes de l'intérieur: Yopougon, Port Boué, Attécoubé, Grand Bassam. Dès 4 heures du matin mardi, les manifestants bloquaient à Port Boué les carrefours stratégiques par des barrages, des incendies de pneus, etc.

Les prix ont en effet monté en flèche parfois du simple au double: le riz denikacha est passé de 200F CFA à 400F CFA; le kilo de viande est passé de 700 F CFA à 900 F CFA en trois jours tandis que dans le même laps de temps le litre d'huile passait de 600 à 850 F; le lait, le savon et autres produits de première nécessité suivent tandis que les salaires, eux, restent inchangés!

Face aux manifestations le grand humaniste Gbagbo et son premier ministre Soro ont lâché leurs chiens: les policiers des compagnies de CRS ont attaqué les manifestants, tirant sans sommation à balles réelles sur des femmes et des jeunes. A Port-Boué, dans le bidonville de Gonzague ville, le jeune Séa Abel tombe, tué par une balle des policiers de la CRS 1.

Dans son intervention télévisée au bout de 2 jours de manifestations, le si populaire Gbagbo n'aura pas un mot pour les dizaines de blessés et le jeune manifestant tué. Il annoncera le gel temporaire des droits de douane pour une série de produits de base importés et le renforcement de la lutte contre le racket.

Autant de mesures qui ne vont pas améliorer significativement la situation de la population dans un pays où une minorité de bourgeois bâtissent des fortunes dans l'exploitation des matières premières agricoles (fortunes placées à l'abri dans des banques françaises ou autres)...

RÉPRESSION AU SÉNÉGAL

Dimanche 30 mars le Sénégal a aussi connu une manifestation de ménagères à Dakar contre la vie chère. «Vraiment le riz est cher, l'huile est chère, le gouvernement ne fait rien. On est fatiguée, on n'a pas de travail, nos enfants n'ont pas de travail, on se débrouille pour manger, on ne trouve rien à manger, on a faim, on a soif, vraiment on est fatiguée» disait une manifestante citée par l'agence Reuters.

Le gouvernement, comme à son habitude, a répondu à cette manifestation par la répression. Mais les lacrymogènes et les matraques électriques de la police ont provoqué les pires échauffourées dans la capitale sénégalaise depuis dix ans. Walf TV, une chaîne de télévision privée qui passait des images des flics tabassant les manifestants, a été perquisitionnée et les cassettes saisies. Plusieurs personnes ont été arrêtées, dont les organisateurs.

Le président Wade (politiquement proche de l'UMP française) a réagi par un énième remaniement ministériel au cours duquel le ministre de l'intérieur a été limogé et où il a fait appel à Landing Savané et Mamadou Diop Decroix, deux dirigeants du parti And Jëf.

Ce parti se disait autrefois «marxiste léniniste» et Landing Savané a été il n'y a pas si longtemps un candidat de gauche aux présidentielles. Il vient apporter maintenant son concours à Wade au moment où celui-ci réprime, accuse les enseignants et les étudiants de mener des grèves «politiques» et «sans fondements» - il a «décrété» que cette année universitaire serait une année blanche en raison des grèves; au moment où les travailleurs multiplient grèves et débrayages (voir la grève pendant 12 jours des travailleurs de Nestlé Sénégal fin février contre le licenciement d'un délégué, malgré la répression policière). Sous tous les cieux, les réformistes, toujours prêts à servir les capitalistes et leur régime, jouent le même honteux rôle anti-prolétarien...

* * *

Selon les statistiques, presque la moitié des ménages sénégalais sont au dessous du seuil de pauvreté officiel; la moitié des travailleurs sont payés en dessous du salaire minimum, le taux des chômeurs et des personnes en sous-emploi est de 43%, alors que l'inflation atteint des sommets. Dans ces conditions, rien d'étonnant que dans un ré-

cent rapport la Banque Mondiale évoquait la possibilité d'«émeutes de la faim» au Sénégal! Mais le gouvernement est plus intéressé par des dépenses somptuaires qui remplissent les caisses des proches du président que par la situation des masses...

L'intersyndicale CNTS, CSA, UDTS, UTS, a appelé les travailleurs à se mobiliser pour demander une «augmentation généralisée des salaires» et la baisse «immédiate» des prix des denrées et services de première nécessité. Mais n'est-ce pas la même qui avait suspendu in extremis l'appel à une grève générale en début d'année, en accordant sa confiance au gouvernement?

Aussi son «plan d'action», se révèle être en fait rien d'autre qu'une «campagne d'information, de sensibilisation et de mobilisation» du 5 au 15 avril. Selon le secrétaire de la CSA (Confédération des Syndicats Autonomes): «la seule certitude, aujourd'hui, est que les travailleurs ne peuvent plus attendre». En conséquence de quoi, ils attendront que les syndicats tiennent une «réunion d'évaluation globale» à l'issue de leur campagne; et notre chef syndical d'inviter instamment le gouvernement «à plus de clairvoyance et de responsabilité» (5); en clair: faites quelque chose pour que nous ne soyons pas obligés d'appeler à la lutte!

En Afrique comme partout, les travailleurs ne peuvent et ne pourront compter que sur leur **lutte** et leur **organisation** propres pour résister au capitalisme qui les exploite et les affame.

Tous ces pays font partie de la «zone d'influence» de l'impérialisme tricolore: il en soutient les régimes et les arme, de façon à

pouvoir continuer à y mener ses fructueuses affaires (comme Bolloré, le milliardaire qui, de temps en temps, n'hésite pas à prêter son yacht ou son avion à Sarkozy, le fondé de pouvoir du capitalisme français). Le fait que les médias français, si prompts à s'indigner de la répression et des crimes commis par exemple par la Chine, ne parlent jamais des crimes et de la répression commis dans ces pays, est en lui-même un **aveu**.

Là-bas comme ici, les prolétaires ont le **même ennemi** et la **même lutte** anticapitaliste à mener. Les bourgeois en sont pleinement conscients, les prolétaires le deviendront.

(1) Le «combattant Mboua Massock» a disparu après avoir été arrêté par la police. Voir: www.cameroon-one.com/_data/_videos/vid_1203341572.swf

L'artiste «Joe la conscience» qui avait commis le crime de se lancer dans une marche à travers le Cameroun pour recueillir des signatures contre l'amendement constitutionnel avant de commencer une grève de la faim a été condamné à 6 mois de prison. Son fils, âgé de 11 ans, a été tué par la police lors d'une perquisition à son domicile pendant les émeutes.

(2) cf «Mutations», 5/3/08, pour le récit de cette intéressante réunion.

(3) Pour un témoignage sur ce massacre, voir: video.google.com/videoplay?docid=-1365493268904201134&hl=fr

(4) cf *Le Nouveau réveil*, Abidjan, 1/4/2008

(5) cf *Le Soleil*, Dakar, 30/03/08

Solidarité prolétarienne contre la répression au Cameroun !

Nous reproduisons ci-dessous le tract que nous avons diffusé en français et anglais. Une nouvelle fois nous avons pu faire la constatation que nous étions les seuls à essayer, sinon de mobiliser, au moins d'informer, dans la mesure de nos très faibles moyens, les prolétaires sur ce qui se passe dans les «chasses gardées» de l'impérialisme français. La manifestation parisienne du 15 mars appelée par des organisations camerounaises en solidarité avec les victimes de la répression, n'a rassemblé qu'une centaine de personnes, à plus de 90% d'origine camerounaises: aucun militant d'aucune organisation d'extrême gauche française ne s'était déplacé: il est vrai que nous étions à la veille... des élections municipales!

Après le Burkina Faso la semaine dernière, c'est cette semaine au Cameroun de connaître la manifestations et grèves contre la vie chère et la hausse des prix. Le gouvernement de l'inamovible président Biya y répond par une répression bestiale.

Depuis son indépendance en 1960, cette ancienne colonie est pour l'impérialisme français un pays d'importance stratégique. «L'un des piliers de la zone franc» avec la Côte d'Ivoire. La France y est toujours le premier investisseur étranger, avec plusieurs centaines de d'entreprises dans tous les secteurs d'activité, employant plusieurs dizaines de milliers de personnes; les grands groupes français présents se trouvent dans l'agroalimentaire, le BTP, le secteur bancaire, le pétrole, etc. Les privatisations imposées par les organismes financiers internationaux ont largement profité aux entreprises tricolores.

L'«aide» de la France au Cameroun est importante; elle comporte divers volets destinés à faciliter la bonne marche des entreprises capitalistes, y compris un volet militaire, depuis la signature d'accords militaires (en partie secrets, comme à l'habitude!) lors de l'indépendance en 1960 et en 1974.

C'est en vertu de ces accords militaires que la France a fait échouer une tentative de coup d'Etat en avril 1984; le gouvernement Biya y a fait appel plus récemment, en 2005, lorsqu'il s'est senti menacé par des militaires. Une partie importante de cette coopération militaire française est l'entraînement donné aux forces de gendarmerie camerounaise pour le «maintien de l'ordre». Les gendarmes camerounais ont démontré qu'ils étaient de bons élèves en réprimant à plusieurs reprises de manière sanglante des manifestations: répression de grèves d'étudiants (2 morts fin 2006), de manifestants pacifiques (2 morts cet automne lors de la répression d'une manifes-

tation pacifique contre le manque d'électricité à Abong Mbang), de manifestations de moto-taxis protestant contre les exactions de la police, etc.

La **paupérisation** croissante des travailleurs et des larges masses de la population a rendu la situation explosive dans le pays, alors que s'accélère la hausse des prix. Le mécontentement généralisé vis-à-vis du gouvernement actuel s'est en outre cristallisé contre la décision de Paul Biya de modifier la constitution afin de pouvoir se présenter à nouveau.

Lors des dernières élections cet été, guère plus de la moitié des électeurs inscrits (et qui ne représentent qu'une fraction du corps électoral: 5 millions sur une population de près du triple) avait jugé utile de participer à la mascarade à l'issue de laquelle les autorités avaient annoncé la classique victoire du parti au pouvoir. Les observateurs internationaux avaient sévèrement critiqué cette farce qui a été entérinée sans sourciller par le nouveau gouvernement français, soucieux avant tout de la «stabilité» de ses réseaux de domination impérialiste.

Lorsqu'il est venu en visite officielle en octobre dernier à Paris, Biya a pu déclarer, à propos de la politique de la France en Afrique, qu'elle se caractérisait par une «**continuité dans le fond**»: continuité du pillage impérialiste et de soutien aux capitalistes locaux contre leurs prolétaires et les masses déshéritées qui sont laissées à l'abandon.

* * *

Samedi 23 février l'interdiction d'un meeting de l'opposition à Douala, capitale économique du Cameroun, s'est accompagnée d'une répression sanglante et d'affrontements. Une chaîne de télé privée qui avait eu le malheur de passer un reportage sur ce sujet

a été aussitôt interdite par le pouvoir.

En début de semaine les syndicats des transporteurs (taxis, moto-taxis essentielle-ment) ont appelé à la grève pour protester contre la hausse des prix du carburant. Très rapidement et spontanément, en dehors de toute consigne de syndicats ou partis politiques, la grève a débordé les seuls propriétaires de taxis pour être suivie par une large partie de la population pauvre.

Plusieurs milliers de personnes contre la vie chère, les manifestants et grévistes établissent des barrages avec leurs slogans «On a faim!» «Baissez les prix des denrées de première nécessité» «Non à la vie chère et à la clochardisation des camerounais» ainsi que des slogans antigouvernementaux: «Biya doit partir!» «Popaul tu seras pendu avec ta constitution», etc. Les forces du désordre capitaliste ont répondu en tirant sur les manifestants. Le port de Douala, qui est le poumon économique non seulement du Cameroun, mais aussi de tous les pays de la sous-région a été paralysé.

Au cours des émeutes, des centres commerciaux ont été attaqués et pillés, divers édifices publics attaqués (le Centre des impôts, la mairie et la sous-préfecture de Douala V ont été incendiés), des entreprises appartenant à la famille Biya, des symboles de la présence française, etc.

Les manifestations et émeutes se sont ensuite étendues mercredi à la capitale Yaoundé où la gendarmerie a tiré à balles réelles sur les manifestants qui protestaient pacifiquement contre la répression tandis qu'un hélicoptère piloté sans doute par un coopérant militaire survolait la foule; par mesure d'intimidation, les gendarmes ont attaqué la résidence universitaire; à Bafoussam, la troisième ville du Cameroun, on signale un manifestant tué par la police, et des manifestations ont également eu lieu dans d'autres localités.

Devant cette situation qui leur échappait complètement les syndicats de transporteurs appelaient ce même jour, à l'issue de discussions éclair avec le gouvernement, à l'arrêt de la grève (sans se soucier des victimes de la répression et des emprisonnés): «nous voulons laisser le temps au gouvernement d'achever son programme économique en juin prochain» a expliqué le représentant de la CGST...

Cependant jeudi matin la grève plus ou moins générale continuait. Des manifestations ont été signalées jeudi à Douala et dans l'ouest du pays, brutalement réprimées. Il

Venezuela: Chronique d'une très bourgeoise «révolution bolivarienne» (3)

(Suite de la page 5)

l'économie (...). Non, notre socialisme accepte la propriété privée. Mais cette propriété privée doit s'inscrire dans le cadre d'une constitution, de certaines lois et d'un intérêt social», affirmation qui lui aurait valu les félicitations du président de l'organisation patronale Fedecamaras (7).

Au lieu d'affaiblir la puissance de l'Etat bourgeois, le projet renforçait les pouvoirs de l'Exécutif, la Présidence en premier lieu; enfin il n'évoquait évidemment pas la question de l'armement des travailleurs, alors même que des dizaines de militants ouvriers, syndicalistes, paysans sont tombés victimes de bandes patronales qui opèrent impunément!

Cette réforme constitutionnelle n'allait pas plus loin qu'un simple ravalement de façade en rouge de la constitution bourgeoise d'un Etat bourgeois. Politiquement, son but immédiat était de renforcer le gouvernement face à ses opposants internes de droite et face à l'impérialisme extérieur; mais en dernière analyse il s'agissait par cette débauche de démagogie réformiste de maintenir le contrôle sur les masses prolétariennes et petites-bourgeoises, et pas du tout de s'opposer ou d'effrayer la bourgeoisie. Un ancien chef d'état-major de Chavez, le général Alberto Muller Rojas, expliquait cet été à un organe de la finance londonienne: «Certains discours de Chavez sont pour la galerie. Et je vais vous donner un exemple: les attaques contre la bourgeoisie» A l'évidence, le Général Muller désigne les banques: «l'expression la plus extrême de la bourgeoisie (...) mais le secteur le plus favorisé» depuis que M. Chavez est arrivé au pouvoir en 1999 (8).

Il ne faut pas s'y tromper: comme toujours, comme partout, le réformisme ne peut servir que la bourgeoisie; on ne peut pas ruser avec le capitalisme, mode de production qui a modelé toute la société et ses institutions pour le servir: soit on le combat lui et ses organisations étatiques, économiques et politiques, en opposant à leur force la force du prolétariat, soit on s'y soumet. Les prolétaires d'avant-garde ne peuvent en aucune façon faire confiance à la démagogie du réformisme, inévitablement antiprolétarien et procapitaliste malgré tous ses discours; ils doivent le combattre de la façon la plus nette, le démasquer aux yeux de leurs frères de classe et soutenir contre lui la nécessité de l'organisation et de l'indépendance de classe.

Dans une situation pourtant de menace croissante du fascisme, le Parti Communiste d'Italie soulignait autrefois la nécessité

«de critiquer sans pitié le programme de la gauche bourgeoise et tout programme qui voudrait se servir des institutions démocratiques et parlementaires pour résoudre les problèmes sociaux.

(...) Le but de la gauche n'est nullement de faire un pas en avant pour atteindre un quelconque échelon intermédiaire entre le système économique et politique capitaliste et le système prolétarien. En général, ses revendications politiques tendent à créer de meilleures conditions de fonctionnement du capitalisme moderne, tant par leur contenu propre que par l'illusion qu'elles donnent aux masses de pouvoir faire servir les institutions présentes à leur émancipation de classe. Cela vaut pour les revendications d'élargissement du droit de vote et autres garanties de perfectionnement du libéralisme (...) Cela vaut également pour les réformes d'ordre économique ou social: ou bien elles ne seront pas réalisées, ou elles ne le seront qu'à la condition et dans le but de faire obstacle à la poussée révolutionnaire des masses. (...)

Le Parti communiste a le devoir de proclamer ce qu'il sait non seulement grâce à la critique marxiste, mais à une sanglante expérience: de tels gouvernements pourraient bien laisser sa liberté de mouvement au prolétariat aussi longtemps qu'il les considérerait et les

appuierait comme ses propres représentants, mais ils répondraient par la réaction la plus féroce au premier assaut des masses contre les institutions démocratiques de l'Etat bourgeois» (9).

L'extrême gauche soi-disant «révolutionnaire» affirme que le soutien au chavisme est nécessaire afin de créer un rapport de force favorable en faveur de la classe ouvrière, le refus de le soutenir étant faire le jeu de la droite bourgeoise, le «pire ennemi» des travailleurs. Vieille rengaine qui sous tous les cieux sert à camoufler l'opportunisme et à justifier le refus des positions classistes! Le prolétariat n'a pas à choisir entre deux alternatives en réalité bourgeoises, il n'a pas à choisir entre ses ennemis et ses faux amis.

Pour être capable de résister victorieusement au capitalisme, il lui faudra rompre avec ces deux alternatives et retrouver ses positions indépendantes de classe: pas de réforme constitutionnelle de l'Etat bourgeois, mais lutte ouverte pour le renverser! Ce n'est pas le chiffon de papier du bulletin de vote qui peut faire obtenir des améliorations des conditions de vie et de travail, mais uniquement la lutte prolétarienne! Aucune confiance dans les sauveurs suprêmes, mais confiance seulement dans l'organisation de classe, dans le véritable Parti communiste reconstitué, internationaliste et international! Il n'est pas possible d'aller au socialisme pacifiquement, constitutionnellement et légalement, mais seulement par l'insurrection, la prise violente du pouvoir et l'instauration de la **dictature internationale du prolétariat** pour pouvoir exproprier les exploités et extirper le capitalisme!

SIGNIFICATION DE LA DÉFAITE DU CHAVISME AU RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

La campagne référendaire a vu une forte mobilisation de l'opposition, renforcée par la défection parmi les chavistes du parti Podemos et du général Baduel, mais surtout dynamisée par le mouvement étudiant. Cependant les dirigeants chavistes redoutaient surtout l'abstention; ils ont fait leur possible pour mobiliser leurs électeurs, dramatisant les enjeux et jouant la vieille carte de la menace américaine, appuyés en cela par la plupart des courants d'extrême gauche.

Une rare exception a été le groupe trotskyste Juventud de Izquierda Revolucionaria (JIR), qui appelle à l'indépendance de classe face au chavisme. La JIR définit le régime actuel comme un «régime bonapartiste qui cherche un soutien dans le mouvement de masse pour négocier de meilleures conditions avec l'impérialisme et le grand patronat local, en recourant constamment à des élections plébiscitaires pour légitimer sa politique (...). Le projet de la réforme constitutionnelle cherchait à renforcer ces formes politiques du gouvernement et du régime vers une plus grande bonapartisation» (10).

La formule floue et classiquement trotskyste de «bonapartisme» est utilisée pour éviter de dire que nous sommes en présence d'un gouvernement réformiste bourgeois. Et si la JIR n'a pas le courage politique de dire les choses noir sur blanc, elle peut encore moins avoir la force de rompre avec le terrain truqué de la lutte électorale; elle a donc donné appelé les prolétaires non pas à désertir les urnes, mais à aller y déposer des bulletins nuls! Misère du crétinisme démocratique...

Les prolétaires vénézuéliens ont donné une bonne leçon à toutes ces pseudo avant-gardes révolutionnaires. Le référendum a échoué (50,7 % pour le Non, 49,29% pour le Oui), non pas parce que la droite a gagné des voix (son score est resté sensiblement le même: 4 500 000 suffrages contre 4 300 000 lors de la présidentielle), mais en raison du nombre très élevé d'abstentions: 44,39% d'abstentions (contre un peu moins de 25%). Par rapport aux élections présidentielles, le chavisme a perdu **plus de 40%** de ses suffrages, soit 3 millions d'électeurs. Et ces déçus

du chavisme se concentrent essentiellement dans les zones les plus prolétariennes (dans certains quartiers prolétariens il y aurait eu jusqu'à 80% d'abstentions), alors que les districts plus petits bourgeois ont apporté leur soutien à la proposition gouvernementale.

Cette progression massive de l'abstention dans les milieux prolétariens n'a pas été causée, comme disent les chavistes, par un manque d'information ou de compréhension de la réforme: «le contenu [de la réforme] n'a pas été assimilé, nous n'avons pas su vendre le modèle socialiste (!), écrivait un journaliste chaviste. Les gens n'ont vu dans la proposition que du négatif. Cela a démontré que cette société n'est pas mûre pour le socialisme» (11)...

En réalité des millions de prolétaires ont parfaitement compris que cette réforme ne les concernait en rien, qu'elle ne pouvait en aucune façon servir leurs intérêts - mais qu'elle allait à coup sûr servir les intérêts de la «Bolgarchie», à commencer par le magnat Cisneros et les banquiers, cette «bourgeoisie nationale» dont Chavez vante les mérites. Ils ont constaté que leur condition ne changeait pas dans cette prétendue révolution, alors que s'enrichissaient rapidement toute une ribambelle de profiteurs de la manne pétrolière.

Cet effondrement électoral du chavisme n'est pas autre chose que la traduction déformée de l'aiguinement des tensions sociales, de l'approfondissement du fossé entre les classes qui ne peut être comblé par aucune rhétorique «socialisante». Il est le signe que le temps des affrontements sociaux s'approche.

CHAVEZ ET LE KANGOUROU

Les dirigeants chavistes sont tout à fait conscients de la nécessité de renforcer leur assise politique et leur influence sur les larges masses que ne peuvent garantir les seuls discours du mandataire. L'existence d'un puissant parti politique capable de soutenir et relayer l'action gouvernementale leur est donc apparue comme une nécessité rendue d'autant plus pressante par la faiblesse persistante et la division des partis pro-chavistes (12). Ce parti s'appelle le PSUV: Parti Socialiste Unifié du Venezuela; il a tenu son congrès de fondation au début de mars 2008. Dans sa «Déclaration de principes», le PSUV reconnaît avoir été «conçu par le gouvernement» et agir comme sa «courroie de transmission». Cela explique une particularité curieuse: son absence de programme. Un parti politique digne de ce nom se définit par son programme; le PSUV, lui, se définit par son soutien au gouvernement. On peut lire ainsi dans le pré-projet de programme, au point II: «Prenant comme point de départ la revendication et la défense inconditionnelle du gouvernement de la Révolution Bolivarienne dirigé par Hugo Chavez et la volonté du peuple vénézuélien de construire le socialisme du XXI siècle, etc.». Quant à la Déclaration des principes, elle développe comme point central la défense de la «souveraineté» du Venezuela contre les Etats-Unis.

On nous dira que les textes du PSUV ne

cessent de parler de révolution et de «socialisme». Sans aucun doute, mais ce socialisme-là n'est jamais défini. Lorsque la Déclaration de principes cite un passage de Marx sur les malheurs de la condition ouvrière, c'est après avoir déclaré s'identifier avec les enseignements du Christ sur la justice, l'égalité et la fraternité entre les hommes. Et elle prend bien soin de dire que son socialisme sera «original» et «créatif». Elle cite comme éléments dont le PSUV devra s'inspirer la «vision cosmique amérindienne», le «christianisme primitif», les «tentatives qui donnèrent naissance à l'Union Soviétique, à l'Europe de l'Est, la Chine, la Corée du Nord, Vietnam et Cuba», la pensée et l'action de Bolivar, etc., tout en soulignant que le *socialisme du vingt-et-unième siècle* «répondra à la praxis créatrice, au libre exercice de la volonté et des aspirations du peuple vénézuélien», etc. On chercherait en vain la moindre allusion au marxisme, c'est-à-dire au programme historique, précis, sans équivoque et impératif, de la lutte d'émancipation du prolétariat international! On chercherait également en vain la moindre référence à la lutte des classes dans les textes du PSUV comme dans les discours enflammés de Chavez sur le socialisme et la révolution bolivarienne: il n'y est partout question que de «peuple», d'«unité sociale et politique des grandes majorités», d'«union du peuple et des Forces Armées», bref d'**interclassisme**.

En 1913, dans un article sur «Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx», après avoir souligné que les révolutions d'Asie ont montré «la même délimitation précise entre prolétariat et bourgeois» qu'en Europe, Lénine écrivait: «celui qui, après l'expérience de l'Europe et de l'Asie, parle d'une politique non classiste et d'un socialisme non classiste, mérite simplement d'être mis en cage et exhibé à côté d'un kangourou australien» (13). Le socialisme chaviste ultramoderne était déjà une vieilleries réactionnaire démentie par l'histoire il y a un siècle!

Mais pas du tout!, nous répondra peut-être avec indignation quelque partisan de la révolution bolivarienne. Chavez n'a-t-il pas déclaré au début de cette année qu'il fallait empêcher l'infiltration de la bourgeoisie dans le PSUV (14)?

Certes Chavez lui-même avait déjà affirmé auparavant qu'il existait au Venezuela, à côté d'une bourgeoisie antinationale, un groupe de patrons nationalistes, intéressés à investir travail et capital dans le pays et dont il saluait les efforts (15). Mais la démonstration de la signification réelle de cette déclaration a été donnée le 27 février: un député chaviste qui avait osé demander la veille l'ouverture d'une enquête sur la corruption d'un haut responsable a été expulsé du PSUV sur la demande de Chavez. Le *Comandante* a également condamné la brève occupation par certains de ses partisans des bâtiments de la réactionnaire Conférence Episcopale et les manifestations devant la chaîne de télévision Globovision, en les soupçonnant d'être des infiltrés dans le PSUV; il a ajouté qu'«il serait bon de faire une enquête sur les difficultés causées à Salvador Allende par l'ultra-gauche, sur comment une ultra-gauche infiltrée par la CIA, sans s'en rendre compte provo-



La «révolution» bolivarienne passe par la répression ouvrière, ici un ouvrier de Sanitarios maracay (avril 2007)

qua des événements qui donnèrent à la droite la justification d'agir comme elle l'a fait» (16)

En réalité ce n'est pas l'attitude de l'extrême gauche, complètement suiviste vis-à-vis de Allende et des partis réformistes, mais les **luttons des prolétaires** qui inquiétaient fort la bourgeoisie chilienne et qui l'ont convaincue de passer à la répression sanglante, en se débarrassant au passage des laquais réformistes usés jusqu'à la corde. Le gouvernement chaviste craint par dessus tout un réveil des luttes prolétariennes; comme hier au Chili le gouvernement Allende, il est un défenseur du capitalisme; c'est pourquoi alors qu'il a accordé l'amnistie aux putschistes de 2001, il envoie la police contre les ouvriers: par exemple en mars la Garde Nationale est intervenue contre les ouvriers de l'entreprise sidérurgique Sidor en lutte depuis des mois. Le ministre du Travail, qui se dit «trotskyste», avait qualifié de «contre-révolutionnaire» la manifestation du 24 février des travailleurs de cette entreprise géante (près de 5000 travailleurs fixes et 9000 «externalisés»); se prétendant «médiateur» entre la direction et les représentants syndicaux, il s'est en fait aligné sur les premiers. Lorsque le 14 mars, le lendemain de l'échec des négociations, les travailleurs ont commencé à se mettre en grève et à bloquer l'entrée de l'établissement (avant même le mot d'ordre syndical), les autorités envoyèrent aussitôt la Garde Nationale dégager l'entreprise par la force; plusieurs dizaines d'ouvriers furent arrêtés, l'un d'eux fut blessé par balles et 11 par des chevrotines tirés par la police, tandis que 53 étaient inculpés du délit d'«entrave à la circulation» (17);

Avec le PSUV, le gouvernement, s'appuyant sur les ressources de l'Etat, veut se doter d'un grand parti quadrillant tout le pays et capable de contrôler les masses. En dépit de tous les discours pseudo révolutionnaires, ce parti qui exalte les valeurs interclassistes, bourgeois, de la démocratie, de la patrie, de l'union du peuple, sera un parti **procapitaliste, antiprolétarien**: il sera le **parti de la conservation sociale** et de la **défense de l'ordre établi**.

Contre ce parti et contre ce gouvernement, contre le capitalisme et l'impérialisme, les prolétaires du Venezuela n'auront d'autre possibilité pour se défendre que de constituer leurs propres organisations et leur propre parti, basés sur leurs **intérêts exclusifs de classe**, distincts et opposés à ceux de toutes les classes plus ou moins possédantes.

Le programme de ce **parti de classe** dont le rôle est de se mettre à la tête de la lutte prolétarienne, n'est pas à débattre démocratiquement, à imaginer ou à inventer de manière «créatrice»: codifié par le marxisme invariant, confirmé par la longue histoire des luttes entre les classes et des révolutions, c'est le programme de la **révolution communiste internationale** qui implique comme conditions:

l'armement des prolétaires; la prise insurrectionnelle du pouvoir; le démantèlement de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, indispensable non seulement pour vaincre la contre-révolution, abattre la domination de la bourgeoisie et neutraliser les classes petites-bourgeoises, mais aussi pour intervenir **despotiquement** dans l'économie afin de commencer à déraciner le capitalisme.

Mais avant d'en arriver là, le parti de classe est nécessaire pour diriger les luttes quotidiennes de résistance contre les patrons et leur Etat, pour les unifier et les centraliser dans une lutte générale en combattant leur sabotage par toutes les forces pseudo-ouvrières et pseudo-révolutionnaires.

C'est au feu de ces luttes que le prolétariat trouvera sa force, qu'il se regroupera autour du parti de classe et que pourra s'ouvrir enfin, les conditions objectives et subjectives étant mûres, la période de la lutte finale contre le capitalisme mondial!

fundizará la Revolución Bolivariana», Caracas, 20 de agosto (Rebelión).

(2) cf *LatinReporters*, Madrid 29/11/2007

(3) cf *Pagina/12*, Buenos Aires, 24/11/2007. Mais Chirino regrettait aussi que ce projet ne s'inscrivait «pas dans une perspective socialiste». Dirigeant d'un courant trotskyste voulant ménager la chèvre et le chou, Chirino appellera finalement à voter nul. Il sera licencié de son emploi à la PSDV au début de cette année.

(4) Corriente Marxista Revolucionaria, 30/11/2007. Ce groupe appartient à un courant trotskyste d'origine britannique qui se consacre à l'entrisme dans les grands partis réformistes dont il se fait le défenseur; en France ses partisans forment le groupe «La Riposte» qui milite dans le PCF. Dans la version de ce texte diffusée hors du Venezuela, le slogan sur la patrie ou la mort a été pudiquement effacé...

(5) Lénine, Oeuvres, Tome 26, p. 445. Notre texte de parti «Struttura economica e sociale della Russia d'oggi», fait une analyse détaillée de cette déclaration.

(6) Lénine, «Thèses sur l'Assemblée constituante», décembre 1917. Oeuvres, Tome 26, p. 400-401.

(7) A.P., Caracas, 22/7/2007. Chavez a ajouté que sur la question du respect de la propriété privée «Fidel Castro et Lukachenko [président de la Biélorussie] sont d'accord, nous ne devons pas être prisonniers du dogme, il ne faut pas étatiser l'économie». Si ce sont eux qui le disent...

(8) «The rise of the "Boligarchs"», *The Economist*, 9/8/2007. Muller Rojas vient d'être nommé par Chavez premier vice-président du PSUV.

(9) cf Thèses sur la tactique du Parti communiste d'Italie (Thèses de Rome), 1922. cf «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du Parti Communiste International n°7, p. 52-53.

(10) cf *En Clave Obrera* n°14, Diciembre 2007. Ce groupe préconise la création d'un parti indépendant des travailleurs, «de masse», basé sur les syndicats, dans lesquels les révolutionnaires lutteraient démocratiquement pour faire prévaloir leurs positions: bref, un parti non révolutionnaire, un parti réformiste indépendant... du marxisme!

(11) Vladimir Villegas, *El Nacional*, 5/12/07. Pour les bourgeois, même «rouges» et bolivariens, tout s'achète et tout se vend, y compris les «modèles socialistes»...

(12) Les principaux partis chavistes étaient le MRV, Patria Para Todos, le PC Vénézuélien et Podemos. Le PCV et Podemos ont refusé de se dissoudre dans le PSUV. Mais tout en affirmant vouloir conserver son organisation, le PCV déclarait: «De toutes façons, l'important est l'union de tous les vénézuéliens anti-impérialistes pour défendre le gouvernement bolivarien et le président Chavez (...). Et nous appelons les communistes à cette unité des anti-impérialistes sur toutes les questions, pour défendre la patrie vénézuélienne». De toutes façons, le PCV a été et reste un artisan fanatique de la collaboration entre les classes et de la soumission au capitalisme national...

(13) Voir *le Fil du Temps* écrit par Amadeo Bordiga: «Preparate il canguro», sur le journal d'alors du parti, *Battaglia Comunista*, n°10/1951.

(14) Déclaration lors de l'installation du Congrès de fondation du PSUV. Caracas, 12/1/08. ABN.

(15) Interview de Chavez au programme *Dando y Dando*, 11/12/07. cf www.aporrea.org/oposicion/n106139.html.

Chavez déclara que «à la différence du Venezuela, dans le reste du continent les secteurs patronaux défendent passionnément l'économie de leur pays». Par contre au Venezuela, en raison de «l'influence des Etats-Unis», «il existe un secteur significatif du patronat qui est antinational»; «ce sont des groupes habitués à tirer leurs ressources en «suçant l'Etat» et non de leurs propres efforts». Bref des capitalistes qui ne sont pas assez capitalistes...

(16) cf *El Dia*, 23/2/2008. Lina Ron, une populaire dirigeante des Cercles bolivariens, membre du Comité technique pour la cons-

titution du PSUV, avait dirigé l'occupation pendant 2 heures des locaux de l'Archevêché et déclaré que la chaîne Globovision, qui venait de subir une tentative d'attentat, était «un objectif révolutionnaire».

Après que Chavez l'ait publiquement soupçonnée d'être une «infiltrée», elle fit ses excuses publiques: «Nos actions ont déplu à notre commandant, c'est pour quoi nous nous excusons mais seulement devant lui. Nous ne nous repentons de rien parce que l'Eglise, Globovision et Fedecamaras ont été impliqués dans des actes contre la patrie et contre Hugo Chavez». Comme si ce même Chavez ne venait pas de gracier les gens impliqués dans ces actes (le putsch manqué)...

(17) Les négociations avec la direction pour le renouvellement du contrat de travail durent depuis... 13 mois! La revendication principale est l'augmentation des salaires de 20 à 60 bolivars par jour (soit de 9,3 dollars à 27,9 dollars) alors que la direction proposait seulement au début 22 bolivars (10,23 dollars). La direction ayant augmenté son offre à 44 bolivars (12 dollars), le ministre a demandé l'organisation d'un référendum pour que les travailleurs se prononcent «démocratiquement».

A plusieurs reprises, c'est sous la pression directe des ouvriers que les dirigeants du syndicat SUTISS ont été contraints à appeler à des journées de grève. En bons chavistes, ces dirigeants syndicaux cherchent à éviter que se déclenche une lutte ouvrière ouverte. Le 26 mars, après la mort par infarctus d'un ouvrier, les travailleurs de la Sidor qui attribuaient cette mort aux conditions de travail massacrantes, se lançaient dans une nouvelle grève de 78 heures. cf *El diario de Barquisimeto*, 26/3/8

La Siderurgica del Orinoco (Sidor) est une des plus grandes aciéries de l'Amérique du Sud; le groupe italo-argentin Techint en est le plus gros actionnaire (60% des actions) depuis sa privatisation fin 97, tandis que l'Etat en a 20 à 30% (en 2003, le gouvernement Chavez a accepté de convertir en actions la dette de la Sidor vis-à-vis de l'Etat), le reste des actions ayant été réservées aux employés - en fonction de leur place dans la hiérarchie.

Souscription pour la publication de «Terrorisme et communisme» en italien

Cet ouvrage classique de Trotsky indispose au plus haut point les trotskystes car il s'agit d'une défense des points cardinaux du communisme: critique de la démocratie, revendication de la violence, de la terreur et de la dictature prolétarienne pour la victoire de la révolution socialiste. Lorsque nous l'avions republié en 1980 dans le cadre des Editions Prométhée, un des dirigeants historiques de la LCR avait écrit qu'il s'agissait d'un «ouvrage accablant»; comme nous l'avions écrit alors (1), il est effectivement accablant pour les trotskystes dégénérés de notre époque qui, démocrates jusqu'au bout des ongles, renient chaque jour le meilleur du combat de Trotsky (peu de temps après, ce dirigeant, Henri Weber, mettra en conformité ses paroles et ses actes en passant au PS; il est aujourd'hui sénateur et conseiller de Fabius). A l'époque Marguerite Bonnet qui possédait les droits des oeuvres de Trotsky pour la France nous avait permis de le publier, aucun groupe trotskyste n'ayant l'intention de le faire. Mais, en Italie, le patriarcat du trotskysme Silvio Maïtan qui en détenait les droits, a obstinément jusqu'au bout refusé que cet ouvrage réapparaisse! Lorsque le texte est tombé dans le domaine public, nous l'avons publié en feuilleton, avec une nouvelle traduction, sur les pages d'Il Comunista.

Avec l'aide financière de nos lecteurs, nous espérons pouvoir le publier en un seul volume, afin qu'il soit enfin accessible aux prolétaires de langue italienne.

(1) cf «Les trotskystes contre Trotsky», «Programme Communiste» n°86

Amadeo Bordiga Notes élémentaires sur les étudiants et le marxisme de gauche authentique

(Suite de la page 1)

introduire dans sa doctrine moderne le terme classique utilisé vingt siècles auparavant par les romains de l'antiquité pour désigner les membres de la plèbe laborieuse de leur époque: **prolétaires**.

En poursuivant la comparaison entre le prolétariat fécond qui devrait aujourd'hui démissionner de l'histoire face aux étudiants qui s'agitent pour prendre sa place, il serait ici facile de faire de l'humour à la lecture des informations sur les étudiants des campus français ou des collèges américains pour qui la principale revendication révolutionnaire semble être la liberté sexuelle.

Les ouvriers des deux sexes peuvent en s'accouplant engendrer de nouveaux ouvriers pour les armées du travail du futur, alors que jusqu'à preuve du contraire les étudiants n'engendrent pas automatiquement de nouveaux étudiants, même dans les pays où il a été généreusement accordé aux enfants d'ouvriers et de paysans la liberté de faire des études.

Les classes stériles ne peuvent rien demander à l'histoire; la terrible Bastille à laquelle semblent s'être attaqués les étudiants français, est le mur d'enceinte édifié par le ministère de l'Education pour protéger les quartiers des étudiantes (véritable gynécée moderne) des incursions de leurs collègues masculins, sans doute pas poussés par le devoir de donner naissance à de nouvelles générations d'étudiants, ni par la conviction que la conquête du pouvoir de reproduction fasse partie de la conquête du pouvoir politique. Mais si nous voulons considérer y compris les classes qui ont précédé l'odieuse bourgeoisie capitaliste, il est facile de voir que pour ce qui est de leur dynamique historique, la question de la reproduction doit toujours être pris en compte.

Dans la société féodale, les serfs de la glèbe étaient les géniteurs des futurs serfs, de la même façon que les privilèges de leurs exploiters, l'aristocratie féodale, se transmettaient de père en fils.

Et au sommet de cette société, le principe héréditaire s'appliquait également au plus haut degré pour le monarque autocrate. L'histoire nous rappelle que le seigneur féodal cherchait par le légendaire **jus primae noctis**, le droit de cuissage, à disposer pour son plaisir personnel des filles vierges de ses malheureux serfs.

Quand apparaît la bourgeoisie moderne, Marx, en même temps qu'il analyse sa dynamique historique et sociale, stigmatise ses moeurs déjà fustigées par la noblesse féodale vaincue. Les nouveaux venus bourgeois, tout en continuant hypocritement à professer l'idéal de la famille féodale catholique, non seulement convoitent les ouvrières et leurs filles, mais comme l'écrit le Manifeste, trouvent leur plus grand plaisir à séduire mutuellement leurs épouses.

Aujourd'hui dans cette société humaine toujours plus dissolue, et surtout dans la conscience impuissante qu'elle a d'elle-même, on voit non seulement des théorisations qui font des étudiants une classe sociale, mais on entend même parler de lutte de générations, comme si la société était divisée en deux camps: les adultes et les jeunes.

Si nous voulions appliquer notre critère de la reproduction, nous pourrions nous amuser avec l'image fantastique d'une collectivité où les vieux engendreraient des vieux et les jeunes des jeunes, à l'encontre évidemment du principe biologique selon lequel ceux qui naissent les premiers se reproduisent aussi les premiers, et ceux qui arrivent à la fin de leur vie n'ont plus la capacité de le faire.

(à suivre)

(1) «Chávez: Reforma Constitucional pro-

Lutte Ouvrière et les élections municipales

Les dernières élections municipales ont confirmé avec éclat que les formations de la gauche dite radicale qui n'a plus grand chose d'«extrême» - et encore moins de révolutionnaire! - ont désormais abandonné toute pudeur pour s'intégrer ouvertement dans le jeu politique bourgeois. L'exemple de Lutte Ouvrière est peut-être le plus significatif.

Il y a trente et un ans, en 1977, l'extrême gauche présentait pour la première fois des listes aux municipales.

Alors, LO, la LCR et l'OCT (organisation disparue depuis), se sentaient obligés de justifier leur participation électorale en jurant qu'elle faisait partie d'une politique révolutionnaire. Leur plate-forme commune soulignait que les municipalités n'étaient qu'un rouage subordonné à l'ensemble de l'appareil d'Etat de telle sorte qu'il était impossible de songer à en faire des îlots de socialisme; le «combat pour la démocratie communale (sic!) passe par le combat contre l'appareil d'Etat bourgeois et ne pourra déboucher qu'avec le remplacement de l'Etat bourgeois par l'Etat des travailleurs».

Derrière ces formules confuses, il n'était pas bien difficile de percevoir les penchants opportunistes de leurs auteurs qui se manifestaient d'ailleurs par leur appel à voter pour les partis réformistes au second tour - afin, bien sûr, que les travailleurs, après avoir fait l'expérience de leurs trahisons, puissent les «déborder»!

Cependant à l'époque la phrase révolutionnaire leur était encore nécessaire pour asseoir leur crédibilité auprès d'une frange de prolétaires tendant à rompre avec les grands appareils de la collaboration des classes. Rien de tel aujourd'hui!

À LA RECHERCHE DE L'UNION AVEC LES RÉFORMISTES, DÉSESPÉRÉMENT

Autrefois LO professait une belle intransigeance envers les partis de gauche et elle fustigeait la LCR qui cherchait à nouer des contacts avec eux. Répondant à une invitation de cette dernière à participer à des forums publics à côté de représentants du PCF, de la gauche du PS et des Verts, LO signifiait son refus en ces termes: «Nous ne voyons pas ce que nous pourrions discuter (...) avec les invités que vous citez. Ils ne sont anticapitalistes que dans vos propres écrits. (...) Vous considérez peut-être notre attitude comme du sectarisme, mais pour nous, c'est de l'hygiène politique car nous refusons de cautionner, tant soit peu, auprès de ceux qui nous font confiance des partis qui ont, pendant des années depuis 1981, géré au mieux les affaires de la bourgeoisie française, démoralisé les classes populaires et mené une politique anti-ouvrière, plus hypocrite que celle de la droite mais qui n'eut rien à lui envier (...). Discuter avec ces gens-là contribue à faire croire qu'ils sont porteurs d'un quelconque "anticapitalisme", ce qui revient à tromper l'électorat de gauche et, en particulier; les travailleurs et les salariés que cela peut détourner des luttes».

Et après avoir évoqué l'hypothèse que peut-être la LCR caressait-elle la perspective «de candidatures uniques dans quelques circonscriptions ou des listes communes aux municipales» avec le PCF et la «gauche de la gauche», LO expliquait que ces «alliés» abandonneraient à coup sûr la LCR pour se rallier au PS: «C'est pourquoi, pour notre part, nous ne voyons pas l'intérêt, pour ceux qui pourraient nous faire confiance, de nous montrer sur les mêmes tribunes que ces gens-là ou d'engager une discussion qui ne mènerait à rien, car nous sommes vraiment sur des planètes différentes».

Ces déclarations ne datent pas de trente, ni de dix ans, mais de l'été 2005 (1). Deux ans plus tard, lors de son Congrès d'octobre 2007, LO affirmait «aux municipales, il est souhaitable d'avoir des élus», car «obtenir des élus municipaux est extrêmement important pour notre rayonnement politique. Ces élus sont un point d'ancrage dans une ville et l'axe autour duquel peuvent graviter nos activités locales» (Théorisation achevée de l'électoratisme: les élus sont l'axe de l'acti-

vité qui devient donc conditionnée par l'obtention de ces derniers, alors que la conception originelle des bolcheviks était de déplacer l'axe de l'activité des communistes en dehors des institutions étatiques!)

Mais «les listes d'extrême gauche seront mal placées dans la course, non seulement aux mairies qui sont quasiment toutes hors de leur portée, mais même simplement pour avoir quelques élus municipaux». Conclusion: constituer des listes dans le maximum de localités tout en étant «ouverts à toute proposition d'alliance» (2). Quant au programme que devraient suivre les listes et sur lequel elles pourraient ou non négocier avec d'autres, silence complet!

Et dans la réalité, en fait d'«ouverture à des propositions», c'est LO qui, jetant allègrement aux orties son refus de «cautionner» les partis de gauche, est allée partout démarcher ces derniers pour essayer d'avoir des candidats en positions éligibles sur des listes d'union; ce n'est que lorsque les négociations n'ont pas été concluantes, qu'elle s'est alors rabattue sur la présentation de listes autonomes.

Dans sa course aux élus, LO ne s'est pas embarrassé d'un programme même minimum (comme le montre la petite brochure qu'elle diffusait, qui aurait pu être reprise par n'importe quel parti réformiste); mais elle ne s'est pas plus embarrassée de scrupules, à en croire ses opposants de la «Fraction Etincelle»; ces derniers citent un titre du «Parisien Libéré» du 19/2: «Une élue de droite et des militants de LO sur la même liste» aux Mureaux où la tête de liste, un patron d'une entreprise de location de véhicules, s'affirmait «apolitique»; ils relèvent aussi la présence sur une liste unitaire d'autres militants aux côtés d'un commissaire divisionnaire de police de Lille (à Villeneuve d'Ascq), saluée ironiquement par le quotidien «Nord Eclair» sous le titre: «Quand le sifflet rejoint la faucille et le marteau»; ou encore à Perpignan d'un militant sur une liste PS aux côtés du patron d'une des plus grandes entreprises de la région, etc. Nous avions déjà indiqué dans le dernier n° du Proletaire que LO était présente à Vénissieux sur la liste de Gérin, maire PCF qui appelait à la répression contre les jeunes des banlieues.

Il sont bien loin les soucis d'«hygiène politique»...

«Que nos candidats soient sur des listes LO - la majorité des cas donc - ou sur des listes d'union, nous voulons donner au vote en faveur des listes sur lesquels ils se trouvent, le sens d'un vote contre Sarkozy et son gouvernement et contre la politique que la droite mène depuis 6 ans déjà» (3), précise cette organisation: ce n'est donc pas seulement dans la minorité des listes d'union mais partout que LO a décidé de faire disparaître toute critique de la politique menée auparavant par la gauche!

Il ne s'agit plus seulement d'apparaître à la même tribune que des représentants du PCF, de la gauche du PS et autres, mais de s'intégrer dans une union de la gauche anti-Sarkozy avec les partis qui ont géré les affaires de la bourgeoisie, comme elle le disait elle-même; non plus seulement de discuter publiquement avec certains d'entre eux, mais de souscrire explicitement (c'est la condition pour être admis sur leurs listes) à une solidarité municipale, c'est-à-dire à une solidarité politique avec la PS, le PCF ou les Chevénementistes! LO a maintenant atterri sur la planète de ces partis politiquement intégralement bourgeois, autour de laquelle, sans doute, elle gravitait depuis toujours: elle ne pourra plus jamais en redécoller.

C'est ce qu'elle appelle sans rire «affirmer (...) les idées et les valeurs du mouvement ouvrier, la solidarité et la conscience de classe» (4); en réalité c'est exactement

comme elle l'écrivait en toutes lettres, **tromper les travailleurs**, en faisant passer leurs ennemis pour leurs amis!

LA «FRACTION», OU LO CANAL HISTORIQUE

Le virage de LO a été dénoncé, nous l'avons vu, par les militants de sa «Fraction», qui ont été pratiquement exclus pour «indiscipline» (présentation d'une liste indépendante à Wattreloos, dans la région de Lille alors que la majorité négociait avec le PS); ces derniers ont évidemment protesté, en arguant que LO n'avait rien trouvé à redire à leur existence depuis une dizaine d'années de fraction autonome disposant de sa propre presse (revue «Convergences révolutionnaires», site internet et bulletins d'entreprise) et ayant parfois des désaccords «dans des domaines autrement plus importants que les élections municipales».

Soulignons au passage que ce mode de fonctionnement, caractéristique de la tradition social-démocrate, est absolument étranger à la tradition marxiste correcte en matière d'organisation: le parti communiste, caractérisé avant tout par son homogénéité politique et programmatique, ne peut admettre comme une situation normale l'existence de fractions autonomes en son sein; l'apparition de tendances ou de fractions signifie l'existence d'une crise interne sévère qui ne peut être surmontée que par la lutte politique pour faire triompher la position correcte, éliminer les positions fausses, et rétablir l'homogénéité politique (y compris par la reconstitution du parti en dehors de la vieille organisation quand il le faut).

La décision d'exclure ces militants (causée aussi par le besoin de faire taire les interrogations internes sur son nouveau cours) signifie que pour LO les divergences sur les questions électorales sont autrement plus importantes que les autres: c'est la démonstration que la participation aux élections est le **fondement** de son activité politique. Et les militants de la Fraction n'ont pas sur ce point une attitude foncièrement différente, à les lire: ils n'étaient pas opposés à la recherche d'un «maximum d'élus dans les conseils municipaux. Nous comprenons que pour des camarades qui ne peuvent pas ou plus avoir un travail d'entreprise, en particulier nos camarades retraités, tout ce qui peut aider au travail local soit le bienvenu». Redoutant bien les conséquences des «engagements pendant la campagne électorale», ils s'opposaient surtout «aux engagements à plus long terme, en particulier celui de faire partie de la majorité municipale, de voter le budget pendant les 6 ans à venir, d'accepter des postes d'adjoints au maire, bref d'être des alliés loyaux de la gauche (en clair d'être subordonnés au PS comme le sont tous ses alliés, Verts, PCF, Radicaux ou autres MRC)» (5).

Comme la majorité de LO, la Fraction, tout en faisant mine de condamner l'électoratisme, considère donc que les conseils municipaux constituent une arène importante pour le «travail» politique, et en pratique **la seule** pour le militant qui ne peut mener celui-ci dans une entreprise (retraité, chômeur, etc.)! D'accord en outre pour les compromissions avec les partis bourgeois de gauche, mais à condition qu'elles soient temporaires! D'accord pour s'allier avec le PCF ou pour le soutenir, mais pas question d'étendre cela au PS!

Ne pouvant ni ne voulant comprendre les racines de la politique de LO, ne pouvant ni ne voulant rompre avec l'électoratisme, la «Fraction» est inévitablement condamnée à suivre sa même trajectoire anti-prolétarienne.

(1) cf *Lutte de Classe* n° 99 (octobre 2006). Il s'agit de la revue «théorique» de LO.

(2) cf *Lutte de Classe* n° 109 (décembre 2007-janvier 2008)

(3) cf *Lutte de Classe* n° 111 (mars 2008).

(4) Ibidem.

(5) Lettre de la Fraction au Comité Central de LO, 28/01/08, cf «Convergences révolutionnaires» n° 56 (mars avril 2008) ou le site www.convergencesrevolutionnaires.org

« Il Comunista »

n° 108 - Aprile 2008

Nell'interno

- Crisi economica capitalistica e lotta di classe
- La nauseante competizione elettorale torna ad intossicare le masse proletarie italiane
- Contratto dei metalmeccanici: un altro contratto capestro!
- Aldo Moro? Doveva morire...
- Fra gli sbiaditi miti piccoloborghesi eccelle il mito del Sessantotto
- La donna e il socialismo
- Al lavoro come in guerra!
- Ancora elezioni? Cadaveri che continuano a chiedere voti!
- Il sito internet del Partito Comunista Internazionale - www.pcint.org
- Nuovo Policlinico di Napoli: Umiliante irruzione poliziesca per colpire la legge 194

Avec le n° 108 de «il comunista», nous publions notre nouvelle feuille d'intervention sur le terrain immédiat « il proletario »

Au sommaire du N° 1

- Per un Primo Maggio proletario e di lotta!
- Molfetta, 5 morti sul lavoro asfissati in una cisterna, il profitto capitalistico uccide, sempre!
- La vita di un operaio vale una «medaglia al valore» ???
- Viva lo sciopero ad oltranza dei portuali triestini

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1e liste 2008

Aix, réunions: 170,00 / Alain: 92,50 / Claude: 7,50 / David: 20,00 / El., Mdd: 80,00 / Jacques: 50,00 / Paris: 300 Réunion publique: 20,00 / Thionville: 20,00 / Toulouse: 188,50 / Victor: 100,00

Total liste: 1048, 50 Euros

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926.
 Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**